

prévu dans la Charte des droits et libertés, il sera vraisemblablement fait rarement appel aux mécanismes des Nations Unies. Quoi qu'il en soit, le Canada est fier du traitement qui est accordé dans notre pays aux allégations de violation des droits de la personne et se réjouit d'être partie à cette Convention qui servira notre objectif: éliminer la torture partout dans le monde," a conclu M. Clark.